

L'interminable calvaire de Theresa May

- La Première ministre Theresa May est confrontée à un vote de confiance au sein de son Parti conservateur.
- Si elle le perd, la gestion du Brexit risque d'être plus chaotique encore.
- Les Vingt-sept assistent du balcon au spectacle, médusés et inquiets.

Éclairage Tristan de Bourbon
Correspondant à Londres

Le calvaire de Theresa May est sans fin. Elle a dû faire tomber ses lignes rouges pour parvenir à conclure un accord de retrait avec l'Union européenne. Elle a renoncé, ce mardi, à soumettre cet accord au vote à la Chambre des Communes, pour éviter une lourde défaite. Et ce mercredi matin, les rebelles de son Parti conservateur ont rempli les conditions pour que soit organisé, dans la soirée, un vote de confiance, avec l'espoir de la déloger de ses postes de leader du parti et de Première ministre.

La situation, confuse, réclame quelques explications.

“Une élection pour la direction du parti ne changerait pas fondamentalement la négociation [avec l'UE], ni l'arithmétique parlementaire.”

Theresa May

Leader du Parti conservateur et Première ministre.

1 Quelle est la nature de la menace qui plane sur Theresa May ?

Mercredi matin, le député Graham Brady, président du Comité 1922, qui rassemble tous les députés conservateurs non-membres du gouvernement, a révélé que “le seuil de 15 % des députés conservateurs de la Chambre des Communes demandant un vote de confiance envers la cheffe du parti conservateur a été dépassé. En accord avec les règles, un vote aura lieu entre 18 h et 20 h mercredi 12 décembre”. Les députés conservateurs voteront pour ou contre le maintien de Theresa May à leur tête et, partant, aux commandes du gouvernement. Pour demeurer en fonction, elle a besoin d'obtenir la majorité simple des votes, soit 158. En cas de victoire, elle ne pourra

plus être défiée pendant douze mois. Pourtant, “elle pourrait être forcée de démissionner en cas de victoire technique si la rébellion se révèle trop importante et son autorité trop entamée”, précise Tim Bale, professeur de sciences politiques à l'université de Queen Mary de Londres.

2 Quelle est la procédure à suivre en cas de défaite de M^{me} May ?

Des députés se porteront candidats. Les élus conservateurs de la Chambre des Communes voteront tous les deux jours pour les départager. À chaque fois, le candidat ayant recueilli le moins de votes sera éliminé. Le processus s'arrêtera lorsqu'il ne restera plus que deux candidats, ce qui pourrait être fait avant la fin de la semaine prochaine, selon Graham Brady. Les membres du parti seront ensuite appelés à élire leur futur dirigeant. Au regard de la tendance idéologique des membres, il est très probable qu'un candidat ayant fait campagne en faveur du Brexit sera élu. Partisane du maintien dans l'UE, Theresa May n'avait été nommée à la tête du parti qu'en raison de la défection des deux Brexiters Boris Johnson et Andrea Leadsom, le premier avant l'élection, la seconde avant le vote final des membres.

3 Quelle serait la marge de manœuvre du nouveau Premier ministre ?

Elle serait extrêmement limitée. Theresa May l'a rappelé mercredi matin : “Une élection pour la direction du parti ne changerait pas fondamentalement la négociation (avec l'UE) ni l'arithmétique parlementaire”. Concrètement, le nouveau Premier ministre devra toujours parvenir à rassembler les députés de son parti et des élus de l'opposition derrière son plan pour le Brexit, quel qu'il soit (l'actuel accord de retrait, un autre accord avec l'UE, un *no deal*, un second référendum...)

Ainsi, un dirigeant favorable à une sortie de l'Union européenne sans accord avec cette dernière n'obtiendra jamais le soutien de la majorité des députés conservateurs. Sur les 317 députés conservateurs, plus de 250 sont opposés à cette option et au moins la moitié d'entre eux a voté pour demeurer dans l'UE lors du référendum. Sans parler des députés de l'opposition composée du Parti travailliste, du Parti national écossais, des Libé-

Irlande

Le principal parti d'opposition, Fianna Fáil, a accepté mercredi de maintenir, en 2019, son soutien au gouvernement minoritaire dirigé par le Fine Gael du Premier ministre Leo Varadkar. “Le Fianna Fáil est déterminé à ce que le chaos politique que nous voyons à Londres ne se propage pas en Irlande”, a déclaré devant le Parlement le chef de l'opposition, Micheál Martin, estimant que l'incertitude politique ne servirait pas l'intérêt de l'Irlande.

raux-démocrates et des Verts. Le jeu parlementaire est donc totalement coincé.

4 Quelles seraient les conséquences pour le Brexit ?

La défaite de M^{me} May provoquerait le chaos. D'abord, son successeur ne sera pas connu avant la mi-janvier. Si un conservateur modéré est élu, ce qui est improbable, il demandera sans doute aux Vingt-sept une extension de la période de deux ans de négociations par l'article 50 afin de renégocier à la marge l'accord déjà conclu. Si un Brexiter radical est élu, il ne demandera pas un report du Brexit, puisque sa solution de prédilection sera une sortie sans accord. Sachant que l'immense majorité de la Chambre des Communes est opposée à cette option, tout peut donc arriver. Notamment le dépôt d'une motion de censure à l'encontre du gouvernement par le leader travailliste Jeremy Corbyn. Le gouvernement la perdra si des conservateurs votent avec l'opposition. Si aucun gouvernement ne parvient à être créé sous 14 jours, le Parlement sera dissous et une élection anticipée.

5 Existe-t-il d'autres options ?

Ces derniers jours, l'idée d'un gouvernement d'unité nationale a vu le jour. “Constitutionnellement, devient Premier ministre celui qui peut rassembler la majorité des parlementaires, quels que soient leurs partis”, rappelle M. Bale. “Lors de la Seconde Guerre mondiale, le conservateur Winston Churchill est devenu Premier ministre alors que Neville Chamberlain était le leader du Parti conservateur.” Tim Bale imagine à la tête de cet exécutif d'unité nationale “la conservatrice modérée Amber Rudd, sans doute la seule capable d'unir les Communes autour d'un projet de Brexit”.

Cette option fait sourire Anand Menon, professeur de politique européenne à l'université King's College et directeur du centre de recherche UK In a Changing Europe : “Le fait que l'on parle d'un gouvernement d'unité nationale prouve bien que tout se joue en ce moment sur le Brexit : d'un point de vue économique, les travaillistes et les conservateurs Remainers ne s'entendent jamais. Notre système politique est d'ailleurs basé sur la confrontation. Nous sommes entrés dans une zone politique inconnue, instable et peu prévisible.”

“[Theresa May] a dit qu’elle n’avait pas l’intention de mener [la campagne] pour les élections de 2022.”

Alec Shelbrooke

Député conservateur britannique. En annonçant son départ avant les prochaines législatives, la Première ministre a tenté de contrer un vote de défiance organisé par son Parti conservateur.

48

Députés conservateurs ont déclenché le vote de défiance contre Theresa May

Pour rester en place, la Première ministre britannique devait s’assurer l’appui de la moitié des voix plus une, soit 159 voix.

Portraits par Tristan de Bourbon

Boris Johnson

Sa décision d’adopter ce week-end une coupe de cheveux plus sérieuse vise à assurer sa crédibilité en tant que candidat au poste de Premier ministre. Mais les collègues députés de l’ancien ministre des Affaires étrangères et meneur des Brexiteurs feront tout pour l’empêcher d’arriver en finale, car il l’emporterait quasi certainement. Les membres du parti l’adorent, malgré ses gaffes, ses sorties verbales non contrôlées, et son rapport complexe à la vérité.

Dominic Raab

La démission de l’ancien ministre en charge de la sortie de l’UE, il y a un mois, a signifié le début des difficultés pour Theresa May. Depuis, il tente de paraître comme l’homme du renouveau. Jeune (44 ans), il dispose d’une expérience ministérielle très limitée. Il avait même avoué n’avoir saisi que ces derniers mois l’importance du passage Calais-Douvres dans le commerce britannique.

Amber Rudd

L’ancienne ministre de l’Intérieur avait dû démissionner l’an dernier pour une sombre affaire interne. De retour depuis un mois en charge du travail et des retraites, elle est la favorite des députés favorables à un Brexit limité, c’est-à-dire avec un accord proche de celui décroché par

Theresa May. Son statut de Remainer compliquera son accès au 10 Downing Street.

Sajid Javid

Très ambitieux, le ministre de l’Intérieur déclare rarement ses intentions et tient à ne pas se dévoiler. Avant le référendum, il avait ainsi indiqué: *“Avec un cœur lourd et sans enthousiasme, je voterai pour que le Royaume-Uni demeure un membre de l’UE.”* De quoi apparaître à la fois comme un dirigeant responsable et un Brexiter. Ou hypocrite et prêt à tout pour réussir.

Michael Gove

L’un des Brexiteurs les plus en vue lors de la campagne du référendum, l’actuel ministre de l’Environnement, l’Alimentation et les Affaires rurales est respecté par ses pairs. Ce pourrait être suffisant pour lui permettre de mettre son parti d’accord sur le Brexit. Pourtant, sans envergure nationale, il ne semble pas vraiment armé pour emmener le parti conservateur vers les sommets.

Jeremy Hunt

C’est l’anti-Boris Johnson: son image est celle d’un homme compétent mais sans le moindre charisme. Avant de récupérer cet été le portefeuille des Affaires étrangères, il a passé huit ans à la tête du ministère de la Santé et s’est fait profondément haïr par les employés du secteur. Brexiter relativement neutre, il pourrait néanmoins apparaître comme le candidat du consensus.

L'Union européenne se prépare au pire

Les institutions et les autres vingt-sept États membres de l'Union observent les soubresauts qui agitent la scène politique britannique avec un mélange de consternation et d'inquiétude. Les événements survenus ces derniers jours à Londres – le report du vote sur l'accord à la Chambre des Communes et le vote de défiance contre Theresa May au sein du Parti conservateur – laissent craindre que le travail des dix-huit mois de négociations tombe à l'eau. *“Il y a un problème avec la ratification à la Chambre des Communes et plus le temps passe, plus la possibilité d'un no deal augmente”*, a averti une source européenne de haut rang, mercredi après-midi.

La Commission européenne a déjà publié en juillet près de 70 notes préparatoires et travaille à l'élaboration de la structure commune, dont la préparation des mesures législatives nécessaires. Le groupe de travail du Conseil a intensifié ses travaux. *“À la Commission européenne, il y avait une hésitation à dire qu'on se prépare à un no deal, mais cette hésitation a disparu. Tout est fait pour que ce soit prêt. Il faut prendre des décisions pour assurer la stabilité”*, complète un autre diplomate. *“C'est une préparation interne à chaque État. On doit faire le maximum au niveau national pour alerter le secteur privé. Mais ce*

sont surtout des affaires techniques, de collaborations entre services et le privé plus qu'une affaire politique”, précise un autre diplomate.

Backstop is backstop

Intensifier la préparation du plan B ne signifie pas pour autant que les Vingt-sept ont renoncé à faire atterrir le plan A. La position de l'Union reste inchangée : elle fera tout ce qui est possible pour que l'accord de retrait du Royaume-Uni conclu avec le gouvernement britannique entre en vigueur à la date du 29 mars 2019, afin d'éviter un Brexit désordonné aux conséquences cauchemardesques. Reste que, comme le souligne le troisième diplomate interrogé, *“c'est à Londres que se trouve la clé du problème, pas à Bruxelles”*. Lors du sommet européen de jeudi soir, Theresa May devrait exposer aux chefs d'État et de gouvernement des Vingt-sept les *“réassurances”* dont elle a besoin pour espérer un vote favorable à la Chambre des Communes. La principale préoccupation des députés britanniques est, selon elle, le *“filet de sécurité”* destiné à éviter le retour d'une frontière entre l'Irlande et la province britannique d'Irlande du Nord : faute de solution crédible permettant de régler ce problème à l'issue de la période de transition post-Brexit d'au moins 21 mois, le Royaume-Uni resterait dans une union douanière avec l'UE, pour une durée indéterminée. *“C'est une solution qui a été demandée par le Royaume-Uni, et maintenant c'est ça qui pose problème”*, soupire la

deuxième source européenne.

“Je ne peux pas vous dire quelles assurances nous pourrions donner à M^{me} May”, glisse le premier diplomate. Ce qui a été exprimé très clairement par les Européens, c'est qu'il est hors de

question de rouvrir l'accord de retrait et la déclaration politique sur la future relation. Pas question non plus d'ajouter à l'accord un protocole sur le *backstop* irlandais qui viendrait contredire

ce que contient l'accord. *“Le backstop, c'est une garantie et on ne peut pas garantir que cette garantie ne sera pas mise en œuvre. Et il ne peut pas y avoir de date de péremption”*, précise un des diplomates. *“La frontière irlandaise, ce n'est pas juste une question de marchandises, mais de guerre et de paix”*, rappelle le même interlocuteur.

Pas (encore) question de prolonger

Côté européen, on se refuse par ailleurs à évoquer la question d'une extension de la période de négociations de deux ans. *“S'il y a une demande britannique, il faudrait que les raisons justifiant cette prolongation soient claires. Mais il faut d'abord une demande, que l'on analyse le contexte dans lequel elle est formulée avant de répondre”*. Autrement dit : ce n'est que si la perspective d'aboutir à un accord (ou à une annulation du Brexit) est réelle, que l'Union la prendrait en considération.

Olivier le Bussy

“Si May est lucide, elle sait que la solution de ses problèmes se trouve à Londres, pas à Bruxelles.”

Un diplomate européen.